

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 6 april 2023.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
P. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2022-2023.
Stukken van het Waalse Parlement 1191 (2022-2023) Nrs. 1 tot 3.
Volledig verslag, plenaire vergadering van 5 april 2023.
Bespreking.
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/204798]

6 JUILLET 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon établissant le programme de médecine préventive outbreak support team

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'action sociale et de la santé, les articles 47/7 à 47/17 et 410/16 à 410/22, insérés par le décret du 2 mai 2019, et modifiés par le décret du 3 février 2022;

Vu le Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé, les articles 12/10 à 12/14 et 12/55 à 12/72, insérés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2022;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 janvier 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 janvier 2023;

Vu le rapport du 26 octobre 2022 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, donné le 14 mars 2023;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 22 mai 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 6 mars 2023;

Considérant l'avis de la Commission wallonne de la santé, donné le 17 février 2023;

Considérant les décisions du 2 février 2023 de l'organe de concertation intra-francophone et de son comité ministériel du 2 février 2023 de ne pas remettre d'avis;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Chapitre 1^{er}. — Disposition préliminaire

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Chapitre 2. — Dispositions générales

Art. 2. Il est établi un programme de médecine préventive de lutte contre les maladies infectieuses, dénommé « programme de médecine préventive outbreak support team ».

Art. 3. Le programme de médecine préventive est piloté par un ou plusieurs OST, spécialement agréés à cette fin conformément au chapitre IV.

Art. 4. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° « Code décretaal » : le Code wallon de l'action sociale et de la santé;
- 2° « Code réglementaire » : le Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé;
- 3° « Ministre » : le Ministre qui a la santé dans ses attributions;
- 4° « Agence » : l'agence visée à l'article 2 du Code décretaal;
- 5° « outbreak support team », en abrégé « OST » : le centre d'opérationnalisation en médecine préventive visé à l'article 47/7, 10°, du Code décretaal, chargé du pilotage du programme de médecine préventive outbreak support team;
- 6° « prestataire externe » : le prestataire externe spécifiquement désigné par l'Agence, pour la surveillance des maladies infectieuses en exécution de l'article 47/14 du Code décretaal
- 7° « maladie infectieuse » : chacune des maladies à déclaration obligatoire reprises sur la liste contenue à l'annexe 145 du Code réglementaire;
- 8° « collectivité » : l'ensemble des collectivités suivantes :
 - a) « collectivité structurelle » : la structure d'accueil ou d'hébergement collectif, agréée ou non agréée, qui relève de la compétence de la Région wallonne;
 - b) « collectivité non structurelle » : le regroupement organisé de personnes, autre qu'une collectivité structurelle, pour lequel la Région wallonne est compétente en matière de prévention des maladies infectieuses;
- 9° « groupe à risque » : groupe de personnes susceptibles d'être prioritairement infectées par la maladie infectieuse ou de subir plus fortement les effets de la maladie infectieuse;
- 10° « prévention d'une maladie infectieuse » : la prévention des maladies infectieuses telle que définie à l'article 47/7, 3°, du Code décretaal;
- 11° « prophylaxie » : l'ensemble des moyens socio-sanitaires mis en œuvre pour empêcher l'apparition, l'aggravation et la propagation d'une maladie infectieuse.

Chapitre 3. — Actions des OST

Section 1^{re}. — Disposition commune

Art. 5. Toutes les actions entreprises par les OST en exécution du présent chapitre sont organisées en concertation avec l'Agence et ont pour objectif prioritaire d'assister l'Agence dans sa lutte contre les maladies infectieuses.

L'Agence impose des priorités dans les actions des OST en vue de faire face à :

- 1° un ou plusieurs cas déclarés d'une maladie infectieuse;
- 2° une situation d'exception avec risque infectieux présentant des risques spécifiques à court et moyen termes.

Section 2. — Soutien à la surveillance

Art. 6. Le soutien à la surveillance dans les collectivités comprend les mesures suivantes :

- 1° la participation active au système de surveillance;
- 2° le soutien aux inspecteurs d'hygiène régionaux, médecins et infirmiers de l'Agence en charge de la surveillance des maladies infectieuses;
- 3° la participation aux réunions organisées par l'Agence pour coordonner les actions avec les inspecteurs d'hygiène régionaux, médecins et infirmiers de l'Agence en charge de la surveillance des maladies infectieuses;
- 4° la participation aux réunions de la cellule de crise provinciale ou communale au côté de l'inspecteur d'hygiène régional, à la demande de celui-ci.

Art. 7. Les OST sont autorisés à réaliser les actions visées à l'article 6 lorsqu'ils sont désignés à cette fin par l'Agence comme prestataires externes.

Les OST désignés conformément à l'alinéa 1^{er} agissent sous l'autorité et la responsabilité de l'Agence.

Section 3. — Actions de sensibilisation, d'information, de formation et de conseil

Art. 8. Sur leur territoire, les OST organisent des actions de sensibilisation, d'information et de formation relatives aux maladies infectieuses et à la déclaration obligatoire visée à l'article 47/13 du Code décretaal à destination des personnes tenues à cette déclaration obligatoire. Les actions de sensibilisation, d'information et de formation peuvent être étendues à d'autres maladies d'étiologie infectieuse sur décision de l'Agence.

Art. 9. Les OST organisent des actions de sensibilisation, d'information et de formation sur les maladies infectieuses et les mesures prophylactiques à destination des collectivités et des groupes à risque de la région de langue française. Les actions de sensibilisation, d'information et de formation peuvent être étendues à d'autres maladies d'étiologie infectieuse sur décision de l'Agence.

Les OST assistent les collectivités et les groupes à risque dans l'élaboration et la mise en œuvre de mesures de prophylaxie adaptées à leurs spécificités.

Les OST organisent, sur demande des inspecteurs d'hygiène régionaux, médecins et infirmiers de l'Agence en charge de la surveillance des maladies infectieuses, un appui aux mesures à mettre en place dans les collectivités et les groupes à risque lorsque ces mesures ne peuvent pas être organisées par l'autorité compétente.

Art. 10. Les OST participent, sur demande des inspecteurs d'hygiène régionaux, médecins et infirmiers de l'Agence en charge de la surveillance des maladies infectieuses, à des actions de sensibilisation et d'information sur les maladies infectieuses et les mesures de prophylaxie à destination des autorités administratives provinciales et locales.

En collaboration avec les inspecteurs d'hygiène régionaux, médecins et infirmiers de l'Agence en charge de la surveillance des maladies infectieuses, les OST assistent les autorités administratives provinciales et locales dans l'élaboration et la mise en œuvre de mesures de prophylaxie adaptées à la situation sanitaire rencontrée.

Section 4. — Maîtrise et gestion d'épisodes infectieux dans les collectivités

Art. 11. Les OST accompagnent, en fonction des besoins, les inspecteurs d'hygiène régionaux, médecins et infirmiers de l'Agence en charge de la surveillance des maladies infectieuses, à toutes réunions relatives à des cas déclarés de maladies infectieuses au sein de collectivités.

Art. 12. A la demande des inspecteurs d'hygiène régionaux, médecins et infirmiers de l'Agence en charge de la surveillance des maladies infectieuses, les OST sont chargés de la gestion des cas de maladies infectieuses touchant une ou plusieurs collectivités, un ou plusieurs groupes à risque.

Art. 13. Lorsqu'une collectivité ayant un ou plusieurs cas d'une maladie infectieuse demande l'intervention de l'OST, cette intervention de l'OST est réalisée avec l'autorisation des inspecteurs d'hygiène régionaux, médecins et infirmiers de l'Agence en charge de la surveillance des maladies infectieuses.

Art. 14. A la demande des inspecteurs d'hygiène régionaux, médecins et infirmiers de l'Agence en charge de la surveillance des maladies infectieuses, l'OST participe aux réunions relatives à une situation d'exception avec risque infectieux présentant des risques spécifiques à court et moyen termes.

Art. 15. Les OST sont autorisés à réaliser les actions visées dans la présente section lorsqu'ils sont désignés à cette fin par l'Agence comme prestataires externes.

Les OST désignés conformément à l'alinéa 1^{er} agissent sous l'autorité et la responsabilité de l'Agence.

Section 5. — Etablissement de réseaux intersectoriels

Art. 16. Les OST interviennent de manière coordonnée avec l'appui de l'Agence dans une démarche intersectorielle et interdisciplinaire dans leur périmètre d'action sans préjudice des missions dévolues à d'autres acteurs de la santé.

Les OST établissent, pour la réalisation des actions énumérées au présent chapitre, des collaborations avec des acteurs sociaux et des acteurs de la santé.

Dans le choix de leurs collaborations, les OST accordent une attention particulière pour les acteurs susceptibles d'atteindre les groupes à risque.

Section 6. — Evaluation continue des actions menées

Art. 17. Les OST procèdent à une évaluation continue des actions menées dans le cadre de la lutte contre les maladies infectieuses, et de leur impact sur l'évolution épidémiologique dans leur territoire en utilisant les outils d'évaluation fournis par l'Agence.

*Chapitre 4. — Agrément des OST**Section 1^{re}. — Conditions d'agrément*

Art. 18. Les articles 12/56 à 12/59 du Code réglementaire s'appliquent aux OST.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les conditions d'agrément visées à l'article 12/59, 1^o et 2^o, du Code réglementaire ne s'appliquent pas aux OST.

Art. 19. Le programme d'actions coordonnées visé à l'article 410/18, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, du Code décretaal comprend des objectifs à long terme et des actions annuelles destinées à permettre la réalisation de ces objectifs.

Il peut être dérogé aux actions prévues dans le programme d'actions coordonnées en cas de crise sanitaire, après concertation avec l'Agence.

Art. 20. § 1^{er}. L'équipe multidisciplinaire visée à l'article 410/18, § 2, alinéa 1^{er}, 3^o, comprend les personnes suivantes :

1^o un ou plusieurs médecins;

2^o soit un ou plusieurs infirmiers, soit un ou plusieurs titulaires d'une autre profession de santé visée par la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé justifiant d'une formation ou d'une expérience en santé publique;

3^o du personnel administratif et de coordination administrative.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} sont liées à l'OST :

1^o soit par un contrat de travail;

2^o soit par un statut;

3^o soit par un contrat de collaboration.

La coordination fonctionnelle de l'équipe multidisciplinaire est assurée par un médecin.

§ 2. L'OST veille à la formation continuée de l'ensemble des membres de l'équipe multidisciplinaire. Cette formation continuée a pour objectif d'apporter à chaque membre de l'équipe multidisciplinaire la maîtrise des lignes directrices fixées par l'Agence.

Art. 21. Outre les conditions visées à l'article 410/18, § 2, du Code décretaal et à l'article 12/59 du Code réglementaire, l'OST doit, pour être agréé :

1^o s'engager à se conformer au Code de déontologie élaboré par l'Ordre des médecins;

2^o s'engager à se conformer à la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient;

3^o s'engager à respecter le secret médical.

Section 2. — Procédure d'agrément

Art. 22. Les articles 12/60 et 12/61 du Code réglementaire s'appliquent à l'agrément des OST, à l'exception de l'article 12/60, alinéa 2, 1^o, f) et i), 5^o et 6^o.

Art. 23. L'arrêté d'agrément précise le territoire sur lequel l'OST exerce ses activités.

Le territoire visé à l'alinéa précédent ne peut excéder les limites d'une province.

Chapitre 5. — Subventionnement

Art. 24. Les articles 12/63 et 12/65 du Code réglementaire s'appliquent aux OST.

Les articles 12/62 et 12/64 du Code réglementaire ne s'appliquent pas aux OST.

Art. 25. § 1^{er}. Il est accordé à chaque OST agréé une subvention d'un montant de 100.000,00 euros. Ce montant est majoré de 200.000,00 euros lorsque l'OST est désigné par l'Agence comme prestataire externe.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er} sont liés à l'indice-pivot 116,04 d'avril 2022 dans la base 2013 = 100. Ce montant est adapté conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public.

§ 2. Les articles 12/1 et 12/2 du Code réglementaire sont applicables à la subvention visée au présent article.

Par dérogation à l'article 12/1 du Code réglementaire, pour les années budgétaires 2023 et 2024, la subvention visée au paragraphe 1^{er} est liquidée en une avance et un solde.

L'avance visée à l'alinéa 2, représentant nonante pour cent du montant de la subvention escomptée, par référence à l'indice-pivot applicable pour le mois de janvier de l'année considérée, est liquidée au plus tard le 1^{er} mars de l'année de la subvention.

Le solde visé à l'alinéa 2 est liquidé après vérification, par l'administration, du dossier justificatif visé à l'article 12/2 du Code réglementaire, aux conditions prévues par le Code réglementaire et le présent arrêté.

Art. 26. L'OST qui exerce également des activités en dehors du cadre du présent programme de médecine préventive ventile ses frais selon qu'ils concernent le programme de médecine préventive, ou ses autres activités.

Seuls les frais relatifs au programme de médecine préventive sont admissibles à charge de la subvention.

Chapitre 6. — Evaluation, contrôle et retrait d'agrément du centre d'opérationnalisation en médecine préventive

Art. 27. Les articles 12/66 à 12/68 du Code réglementaire s'appliquent à l'évaluation des OST.

Art. 28. L'article 12/69 du Code réglementaire s'applique au contrôle des OST.

Art. 29. L'article 12/70 du Code réglementaire s'applique au retrait d'agrément des OST.

Chapitre 7. — Disposition finale

Art. 30. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 juillet 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale,
de l'Egalité des chances et des Droits des Femmes,
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/204798]

**6 JULI 2023. — Besluit van de Waalse Regering
tot vaststelling van het programma inzake preventieve geneeskunde "outbreak support team"**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, inzonderheid op de artikelen 47/7 tot 47/17 en 410/16 tot 410/22, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, en gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2022;

Gelet op het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, inzonderheid op de artikelen 12/10 tot 12/14 en 12/55 tot 12/72, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2022;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 januari 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 26 januari 2023;

Gelet op het rapport van 26 oktober 2022, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2^o, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals Agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen), uitgebracht op 14 maart 2023;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 22 mei 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 6 maart 2023;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne de la santé" (Waalse gezondheidscommissie), gegeven op 17 februari 2023;

Gelet op de beslissingen van 2 februari 2023 van het inter-Franstalig overlegorgaan en van diens ministerieel besluit van 2 februari 2023 om geen advies uit te brengen over het besluit;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Hoofdstuk 1. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

Hoofdstuk 2. — *Algemene bepalingen*

Art. 2. Er wordt een programma inzake preventieve geneeskunde tegen besmettelijke ziektes, genoemd "programma inzake preventieve geneeskunde outbreak support team".

Art. 3. Het programma voor preventieve geneeskunde wordt gestuurd door een of meerdere, bijzonder daartoe overeenkomstig hoofdstuk IV erkende, operationaliseringscentra voor preventieve geneeskunde.

Art. 4. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "decreetgevend deel van het Wetboek": het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, decreetgevend deel;

2° "reglementair deel van het Wetboek": het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

3° "de Minister": de Minister die voor gezondheid bevoegd is;

4° "Agentschap": het agentschap bedoeld in artikel 2 van het decreetgevend deel van het Wetboek;

5° "outbreak support team", afgekort "OST": het operationaliseringscentrum inzake preventieve geneeskunde bedoeld in artikel 47/7, 10°, van het decreetgevend deel van het Wetboek, belast met de sturing van het programma inzake preventieve geneeskunde outbreak support team;

6° "externe dienstverlener": de externe dienstverlener, specifiek aangewezen door het Agentschap voor het toezicht op de infectieziekten, ter uitvoering van artikel 47/14 van het decreetgevend deel van het Wetboek;

7° "besmettelijke ziekte": elke ziekte waarvoor de aangifte verplicht is, vermeld op de lijst opgenomen in bijlage 145 van het reglementair deel van het Wetboek;

8° "collectiviteit": de gezamenlijke collectiviteiten als volgt:

a) "structurele collectiviteit": de opvangstructuur of de structuur voor collectieve huisvesting, al dan niet erkend, vallend onder de bevoegdheid van het Waals Gewest;

b) "niet-structurele collectiviteit": de andere georganiseerde hergroepering van personen dan een structurele collectiviteit waarvoor het Waals Gewest bevoegd is inzake de preventie van besmettelijke ziektes;

9° "risicogroep": groep personen die als eersten besmet zouden kunnen worden door de besmettelijke ziekte of die de gevolgen van de besmettelijke ziekte heviger zouden kunnen ondergaan;

10° « preventie van een besmettelijke ziekte »: de preventie van de besmettelijke ziektes zoals omschreven in artikel 47/7, 3°, van het decreetgevend deel van het Wetboek;

11° "socio-prophylaxie": de gezamenlijke socio-sanitaire middelen die worden ingezet om de verschijning, de verergering en de verspreiding van een besmettelijke ziekte te verhinderen.

Hoofdstuk 3. — *Acties van de "OST's"*

Afdeling 1. — Gemeenschappelijke bepaling

Art. 5. Alle acties ondernomen door de OST's ter uitvoering van dit hoofdstuk worden georganiseerd in overleg met het Agentschap en hebben als prioritaire doelstelling het bijstaan van het Agentschap in zijn bestrijding van de besmettelijke ziektes.

Het Agentschap legt prioriteiten in de acties van de OST's op met het oog op:

1° het omgaan met verschillende aangegeven gevallen van een besmettelijke ziekte;

2° het omgaan met een uitzonderlijke situatie betreffende een risico op besmetting die specifieke risico's op korte en middellange termijn.

Afdeling 2. — Ondersteuning bij het toezicht

Art. 6. De ondersteuning bij het toezicht in de collectiviteiten omvat de volgende maatregelen:

1° de actieve deelname aan het toezichtssysteem;

2° de ondersteuning aan de gewestelijke gezondheidsinspecteurs, artsen en verpleegkundigen van het Agentschap die belast zijn met het toezicht op besmettelijke ziekten;

3° de deelname aan de vergaderingen georganiseerd door het Agentschap om de acties te coördineren met de gewestelijke gezondheidsinspecteurs, artsen en verpleegkundigen van het Agentschap die belast zijn met het toezicht op de besmettelijke ziekten;

4° de deelname aan de vergadering van de provinciale of gemeentelijke crisiscel naast de gewestelijke gezondheidsinspecteur, op verzoek van laatstgenoemde.

Art. 7. De OST's zijn gemachtigd om de acties uit te voeren bedoeld in artikel 6 wanneer ze daartoe als externe dienstverleners aangewezen worden door het Agentschap.

De overeenkomstig lid 1 aangewezen OST's handelen onder het gezag en de verantwoordelijkheid van het Agentschap.

Afdeling 3. — Sensibiliserings-, informatieverstrekking-, opleidings- en adviesverstrekkingssacties

Art. 8. Sur leur territoire, les OST organisent des actions de sensibilisation, d'information et de formation relatives aux maladies infectieuses et à la déclaration obligatoire visée à l'article 47/13 du Code décretable à destination des personnes tenues à cette déclaration obligatoire. Les actions de sensibilisation, d'information et de formation peuvent être étendues à d'autres maladies d'étiologie infectieuse sur décision de l'Agence.

Art. 9. De OST's organiseren acties voor de sensibilisering, de informatie en de opleiding over de besmettelijke ziektes en de profylactische maatregelen ten behoeve van de collectiviteiten en de risicogroepen van het Franse taalgebied. De acties inzake sensibilisering, informatie en opleiding kunnen uitgebreid worden naar andere ziektes met een besmettelijke etiologie, na beslissing van het Agentschap.

De OST's staan de collectiviteiten en de risicogroepen bij in de uitwerking en de uitvoering van profylactische maatregelen, aangepast aan hun specifieke kenmerken.

De OST's organiseren, op verzoek van de gewestelijke gezondheidsinspecteurs, artsen en verpleegkundigen van het Agentschap belast met het toezicht op de besmettelijke ziektes, een ondersteuning aan de maatregelen, in te voeren bij de collectiviteiten en de risicogroepen, wanneer deze maatregelen niet georganiseerd kunnen worden door de bevoegde autoriteit.

Art. 10. De OST's nemen, op verzoek van de gewestelijke gezondheidsinspecteurs, artsen en verpleegkundigen van het Agentschap, belast met het toezicht op de besmettelijke ziektes, aan acties inzake sensibilisering en informatie over de besmettelijke ziektes en de profylactische maatregelen ten behoeve van de provinciale en lokale bestuurlijke overheden.

In samenwerking met de gewestelijke gezondheidsinspecteurs, artsen en verpleegkundigen van het Agentschap belast met het toezicht op de besmettelijke ziektes, staan de OST's de provinciale en lokale bestuurlijke overheden in de uitwerking en de uitvoering van profylactische maatregelen aangepast aan de betrokken sanitaire situatie.

Afdeling 4. — Beheersing en beheer van besmettelijke episodes in de collectiviteiten

Art. 11. De OST's begeleiden, in functie van de behoeften, de gewestelijke gezondheidsinspecteurs, de artsen en verpleegkundigen belast met het toezicht op besmettelijke ziektes, naar alle vergaderingen in verband met aangegeven gevallen van besmettelijke ziektes in de collectiviteiten.

Art. 12. Op verzoek van de gewestelijke gezondheidsinspecteurs, artsen en verpleegkundigen van het Agentschap belast met het toezicht op de besmettelijke ziektes zijn de OST's belast met het beheer van gevallen van besmettelijke ziektes die één of meerdere collectiviteiten, één of meerdere risicogroepen treffen.

Art. 13. Wanneer een collectiviteit één of meerdere gevallen van een besmettelijke ziekte een tussenkomst van het OST aanvraagt, wordt deze tussenkomst van het OST uitgevoerd met de machtiging van de gewestelijke gezondheidsinspecteurs, artsen en verpleegkundigen van het Agentschap belast met het toezicht op de besmettelijke ziektes.

Art. 14. Op verzoek van de gewestelijke gezondheidsinspecteurs, artsen en verpleegkundigen van het Agentschap belast met het toezicht op de besmettelijke ziektes neemt het OST deel aan de vergaderingen betreffende een uitzonderlijke situatie met besmettingsrisico die specifieke risico's vertonen op korte en middellange termijn.

Art. 15. De OST's zijn gemachtigd om de acties uit te voeren bedoeld deze afdeling wanneer ze daartoe als externe dienstverleners aangewezen worden door het Agentschap.

De overeenkomstig lid 1 aangewezen OST's handelen onder het gezag en de verantwoordelijkheid van het Agentschap.

Deel 5 - Vaststellen van intersectorale netwerken

Art. 16. De OST's treden gecoördineerd op met ondersteuning van het Agentschap, met een intersectorale en interdisciplinaire aanpak in hun actiebereik, onverminderd de opdrachten toegewezen aan andere actoren uit de gezondheidszorg.

Om de in dit hoofdstuk opgesomde acties uit te voeren, brengen OST's samenwerkingsverbanden tot stand met sociale actoren en actoren uit de gezondheidszorg.

Bij het kiezen van hun partners letten OST's vooral op degenen die waarschijnlijk risicogroepen zullen bereiken.

Sectie 6. — Voortdurende evaluatie van de gevoerde acties

Art. 17. De OST's verrichten een voortdurende evaluatie van de acties gevoerd in het kader van de bestrijding van de besmettelijke ziektes en de impact ervan op de epidemiologische evolutie op hun grondgebied onder gebruikmaking van de evaluatietools verstrekt door het Agentschap.

*Hoofdstuk 4. — Erkenning van de OST's**Afdeling 1. — Erkenningsvoorwaarden*

Art. 18. De artikelen 12/56 tot 12/59 van het reglementair deel van het Wetboek zijn van toepassing op de OST's.

In afwijking van lid 1 zijn de erkenningsvoorwaarden bedoeld in artikel 12/59, 1° en 2°, van het reglementair deel van het Wetboek niet van toepassing op de OST's.

Art. 19. Het gecoördineerd actieprogramma bedoeld in artikel 410/18, § 2, lid 1, van het decreetgevend deel van het Wetboek omvat doelstellingen op lange termijn en jaarlijkse acties bedoeld om de verwezenlijking van die doelstellingen mogelijk te maken.

In geval van een gezondheids crisis kan na overleg met het Agentschap worden afgeweken van de in het gecoördineerde actieprogramma vastgestelde acties.

Art. 20. § 1. Het multidisciplinair team bedoeld in artikel 410/18, § 2, eerste lid, 3°, omvat de volgende personen:

1° één of meerdere artsen;

2° ofwel één of meerdere verpleegkundigen, ofwel één of meer beoefenaars van een ander gezondheidszorgberoep bedoeld bij de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen;

3° administratief en administratief-coördinerend personeel.

De in lid 1 bedoelde personen zijn gebonden door de OST :

1° ofwel door een arbeidsovereenkomst;

2° of bij een statuut;

3° ofwel door een samenwerkingscontract.

Het multidisciplinaire team wordt functioneel gecoördineerd door een arts.

§ 2. HET OST is verantwoordelijk voor de voortgezette vorming van alle leden van het multidisciplinaire team. Het doel van deze voortgezette vorming is ervoor te zorgen dat elk lid van het multidisciplinaire team de richtlijnen van het Agentschap beheerst.

Art. 21. Naast de voorwaarden bedoeld in artikel 410/18, § 2, van het decreetgevend deel van het Wetboek en in artikel 12/59 van het reglementair deel van het Wetboek, moet het OST om te worden erkend :

1° zich ertoe verbinden de deontologische code van de Orde der Geneesheren na te leven;

2° zich ertoe verbinden de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van patiënten na te leven;

3° zich ertoe verbinden het medisch beroepsgeheim te respecteren.

Afdeling 2. — Erkenningsprocedure

Art. 22. De artikelen 12/60 en 12/61 van het reglementair deel van het Wetboek zijn van toepassing op de vergunning van de OST's, met uitzondering van artikel 12/60, tweede lid, 1°, f) en i), 5° en 6°.

Art. 23. Het erkenningsbesluit stelt het grondgebied waarop het OST zijn activiteiten uitoefent, nader vast.

Het in vorig lid bedoelde grondgebied mag de grenzen van een provincie niet overschrijden.

Hoofdstuk 5. — Subsidiëring

Art. 24. De artikelen 12/63 en 12/65 van het reglementair deel van het Wetboek zijn van toepassing op de OST's.

De artikelen 12/62 en 12/64 van het reglementair deel van het Wetboek zijn niet van toepassing op de OST's.

Art. 25. § 1. Er wordt aan elk erkend OST een subsidie toegekend, ten bedrage van 100.000,00 euro. Dit bedrag wordt verhoogd met 200.000,00 euro wanneer het OST door het Agentschap wordt aangewezen als externe dienstverlener.

De in lid 1 bedoelde bedragen worden gekoppeld aan de spilindex 116.04 van april 2022 in de basis 2013 = 100. Dit bedrag wordt aangepast overeenkomstig de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

§ 2. De artikelen 12/1 en 12/2 van het reglementair deel van het Wetboek zijn van toepassing op dit artikel.

In afwijking van artikel 12/1 van het reglementair deel van het Wetboek wordt de in lid 1 bedoelde subsidie voor de begrotingsjaren 2023 en 2024 uitbetaald in de vorm van een voorschot en een saldo.

Het in lid 2 bedoelde voorschot, dat gelijk is aan negentig procent van het bedrag van de verwachte subsidie onder verwijzing naar de spilindex die geldt voor de maand januari van het betrokken jaar, wordt uiterlijk op 1 maart van het subsidiejaar betaald.

Het saldo bedoeld in lid 2 wordt na onderzoek door de Administratie van het bewijsdossier bedoeld in artikel 12/2 van het reglementair deel van het Wetboek vereffend onder de voorwaarden waarin het reglementair deel van het Wetboek en dit besluit voorzien.

Art. 26. Het OST dat eveneens activiteiten verricht buiten het kader van dit programma inzake preventieve geneeskunde, verdeelt zijn kosten naargelang zij betrekking hebben op het programma inzake preventieve geneeskunde dan wel op de overige activiteiten.

Enkel de kosten voor het programma voor preventieve geneeskunde zijn subsidiabel.

Hoofdstuk 6. — Evaluatie, controle en intrekking van de erkenning van het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde

Art. 27. De artikelen 12/66 tot 12/68 van het reglementair deel van het Wetboek zijn van toepassing op de evaluatie van de OST's.

Art. 28. Artikel 12/69 van het reglementair deel van het Wetboek is van toepassing op de controle van de OST's.

Art. 29. Artikel 12/70 van het reglementair deel van het Wetboek is van toepassing op de controle van de OST's.

Hoofdstuk 7. — Slotbepaling

Art. 30. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 juli 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE